

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP) – 1

DU LOT 1

DAF_2025_000589

Relatif aux

Prestations d'accueil, de filtrage, de gardiennage, de sécurité incendie et de télésurveillance/vidéo surveillance au profit des organismes des Groupements de Soutien Commissariat de Lyon Valence La Valbonne (GSC LVV) et de Clermont – Ferrand (GSC CFD)

Accord-cadre (articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à 6 du Code de la Commande Publique)

Donnant lieu l'émission de bons de commande (articles R.2162-13 et 14 du Code de la Commande Publique)

Procédure de passation :

AOO conformément aux articles L. 2124-2, R. 2161-2 à 5 du code de la commande publique

LOT 1 : prestations d'accueil, de filtrage, de gardiennage, de sécurité incendie et de télésurveillance/vidéo-surveillance au profit de la Base Aérienne 278 (BA 278) d'Ambérieu en Bugey (01)

**Pour information :
Ce CCTP complète le CCTP commun**

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DU CCTP -1	4
ARTICLE 2. PRESENTATION DU SITE	4
2.1 Localisation géographique	4
2.2 Les missions de la BA278	4
2.2.1 Les missions principales.....	4
2.2.2 Les missions des principales unités.....	4
2.2.2.1 L'Atelier Industriel de l'Aéronautique (AIA-Ab).....	4
2.2.2.2 Le Centre du Service Militaire Volontaire (SMV)	5
2.2.2.3 La BA 278	5
2.2.2.4 Le Groupe d'Investigation Cynophile (GIC).....	5
ARTICLE 3. REGIME DE FONCTIONNEMENT DE LA BA278	5
3.1 L'organisation hiérarchique	6
3.2 Particularités.....	6
3.2.1 Les installations industrielles	6
3.2.2 L'eau.....	6
3.2.3 L'alimentation électrique	6
3.2.4 Le chauffage	6
3.2.5 Le restaurant.....	7
3.2.6 Les risques liés aux incendies.....	7
3.2.7 Les zones très sensibles	7
3.2.8 L'assistance à personne en danger	7
3.2.9 La protection de l'environnement	7
3.2.10 L'intervention sur l'infrastructure	7
ARTICLE 4. LES PRESTATIONS FORFAITAIRES	8
4.1 La filière surveillance (accueil, contrôle des accès, filtrage et gardiennage)	9
4.1.1 La description des missions attendues pour l'accueil.....	9
4.1.1.1 Les missions d'accueil et de contrôle des résidents, des visiteurs, des véhicules et des livreurs/coursiers	9
4.1.1.2 Les horaires et le flux pour la fonction accueil	10
4.1.1.3 L'accompagnement des visiteurs ou des livreurs/coursiers.....	10
4.1.2 Les missions attendues pour le contrôle d'accès	10
4.1.2.1 Les horaires, le flux et les accès pour la fonction contrôle des accès.....	11
4.1.2.2 Le régime de fonctionnement du site	11
4.1.2.2.1 Les différentes zones	12

4.1.2.2.2	Effectif demandé a minima dans le nouveau besoin.....	12
4.2	Le gardiennage (surveillance).....	13
4.2.1	Les rondes et patrouilles.....	13
4.2.2	Le régime de fonctionnement du gardiennage.....	13
4.3	Filière vidéosurveillance.....	14
4.3.1	Description des missions.....	14
4.3.1.1	Poste central de sécurité (PCS).....	15
4.3.1.2	Surveillance et détection.....	15
4.3.1.3	Système d'alarme anti intrusion	16
4.3.1.4	Interventions particulières.....	17
4.4	Filière prévention de l'incendie	18
4.4.1	Description des missions.....	18
4.4.2	Régime de fonctionnement	19
4.4.3	Effectif demandé a minima.....	19
ARTICLE 5. LA FONCTION COORDINATION.....		19
5.1	Locaux	20
5.2	Moyens de communication.....	20
ARTICLE 6. DOCUMENTS RELATIFS AUX PRESTATIONS.....		20
6.1	Fonction accueil, contrôle d'accès et filtrage.....	20
6.2	Fonction gardiennage	20
ARTICLE 7. LES MOYENS MIS EN PLACE PAR L'ADMINISTRATION.....		21
7.1	Les locaux	21
7.2	L'infrastructure	21
7.3	Moyens d'alarme (sommaire).....	22
7.4	Moyens de protection.....	22
7.5	Matériels.....	23
7.6	Les services (repas, énergie, fluide, eau)	24
ARTICLE 8. LES MOYENS A LA CHARGE DU TITULAIRE		25
8.1	Fonction gardiennage	25
8.1.1	Communication	25
8.1.2	Informatique.....	25
8.2	Fonction incendie.....	25
ARTICLE 9 – QUALIFICATIONS ET FORMATIONS DU PERSONNEL		26
ARTICLE 10 – PRESTATIONS PONCTUELLES.....		26
ARTICLE 11 – CONSIGNES PARTICULIERES		26
11.2	Accès aux zones spécifiques.....	26
11.3	Procédures de contrôle	27

ARTICLE 1. OBJET DU CCTP -1

Le présent CCTP-1 a pour objet des prestations d'accueil, de filtrage, de gardiennage, de sécurité incendie et de télésurveillance/vidéo-surveillance au profit de la **Base Aérienne 278** (BA 278) d'Ambérieu en Bugey (01).

ARTICLE 2. PRESENTATION DU SITE

2.1 Localisation géographique

La Base Aérienne 278 d'Ambérieu-en-Bugey « Colonel Chambonnet » (BA 278) est implantée sur les communes d'Ambérieu-en-Bugey, d'Ambronay et de Château-Gaillard dans le département de l'Ain (01), à 45 Km au nord-est de LYON.

2.2 Les missions de la BA278

2.2.1 Les missions principales

La BA 278 assure le soutien :

- ☐ de l'Atelier industriel de l'aéronautique d'Ambérieu-en-Bugey (AIA-Ab) ;
- ☐ d'un Centre de Service militaire volontaire (SMV) ;
- ☐ d'un gîte d'étape pour les convois militaires de passage ou gîte étape sensible ;
- ☐ **d'une plateforme aéronautique** ;
- ☐ du Groupe d'investigation cynophile (GIC) de la Gendarmerie nationale ;
- ☐ des Journées Défense et Citoyenneté (JDC) ;
- ☐ des stages de préparation à l'examen d'Officier de Police Judiciaire ;
- ☐ d'unités militaires non permanentes en mission sur le site ;
- ☐ de manifestations (JPO, meeting, journée des nouveaux arrivants, forum, Journées européennes du patrimoine, etc.).

2.2.2 Les missions des principales unités

2.2.2.1 L'Atelier Industriel de l'Aéronautique (AIA-Ab)

L'atelier industriel de l'aéronautique (AIA-Ab) effectue des travaux de conception, réparation, révision, étalonnage et études diverses sur les matériels aéronautiques de la Défense.

2.2.2.2 Le **Centre du Service Militaire Volontaire (SMV)**

Le **Centre du Service militaire volontaire (SMV)** s'adresse aux jeunes Français entre 18 et 25 ans, en difficulté, pour les aider dans la réinsertion. Assuré par l'armée, ce dispositif est marqué par des règles de disciplines strictes et procure une formation professionnelle en six à douze mois, liée aux besoins des bassins d'emplois locaux ou des « *secteurs en tension* » à l'échelle nationale.

2.2.2.3 La BA 278

La **BA 278** est référencée comme gîte étape au profit du CTTS et de certains convois spécifiques de l'armée de l'air qui nécessite une protection particulière lors de leur stationnement.

2.2.2.4 Le **Groupe d'Investigation Cynophile (GIC)**

Le **groupe d'investigation cynophile (GIC)** stationne sur la BA 278. Une équipe cynophile prend l'alerte opérationnelle pour intervenir 24H/24 par voie routière ou voie aérienne.

ARTICLE 3. REGIME DE FONCTIONNEMENT DE LA BA278

Le site de la BA 278 est **ouvert** :

- **du lundi au jeudi de 07h00 à 17h30**
- **le vendredi de 7h00 à 15h30**

La BA278 bénéficie d'une période de fermeture en fin d'année et lors de certains « pont ». Le régime de fonctionnement adopté pour ces périodes est celui de jour non ouvrable.

Par ailleurs, en fonction de l'actualité et des nécessités de service, les horaires d'entrée et de sortie du site peuvent être amendés.

De même, le titulaire pourra être informé de nouvelles dispositions par l'autorité militaire selon des délais contraints du fait de l'urgence de la situation.

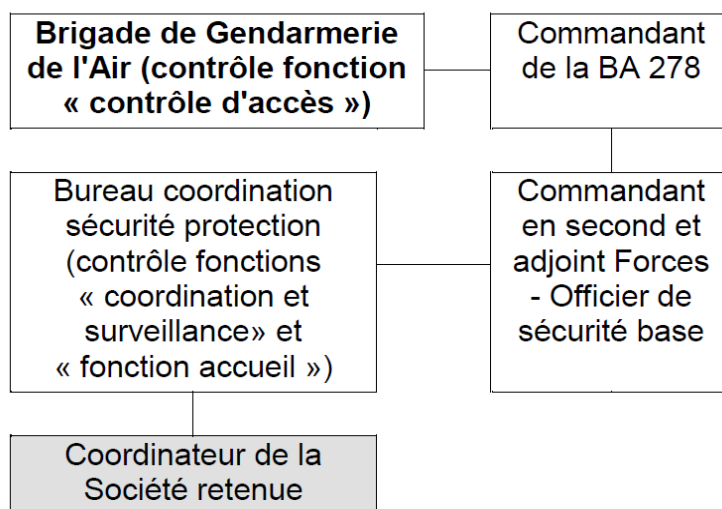
Dans la majorité des cas, sans urgence avérée, **toute modification du régime de fonctionnement** sera transmise au titulaire au **minimum soixante-douze (72) heures** à l'avance par le site bénéficiaire, sauf crise particulière liée à la sécurité et protection du personnel ou des installations.

En revanche, en cas de situation sécuritaire nécessitant une **modification immédiate du régime de fonctionnement** du site, le titulaire devra s'assurer de la mise en place des nouveaux horaires de fermetures et ouvertures du site.

Dans le cas où un ajustement d'effectif s'avère nécessaire, le titulaire disposera d'un **délai de vingt-quatre (24) heures**.

En temps de crise, le chef d'emprise et le coordinateur de site peuvent adopter le fonctionnement sur site des différents services sans aller au-delà du régime horaire prévu.

3.1 L'organisation hiérarchique



* Brigade de Gendarmerie de l'air **et de l'espace**

3.2 Particularités

3.2.1 Les installations industrielles

La BA 278 d'Ambérieu-en-Bugey comporte des **installations industrielles** dont des ICPE (installations classées pour la protection de l'environnement) couvrant une vingtaine d'activités (chaufferie, dépôt de munitions, application peinture, atelier électronique nucléaire chimique, etc.). La liste des ICPE est consultable sur site.

3.2.2 L'eau

S'agissant de l'eau, la BA 278 **produit sa propre eau potable** à partir de deux forages localisés dans la zone technique et peut **en cas de besoin bénéficier du réseau d'eau de la ville** d'Ambérieu-en-Bugey. La liste des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) est consultable sur site.

3.2.3 L'alimentation électrique

L'alimentation électrique de la BA 278 est **fournie par EDF**. En dehors des heures ouvrables, la centrale électrique fonctionne en mode "automatisation" et certains bâtiments sont alimentés via des groupes électrogène à démarrage automatique ou manuel.

3.2.4 Le chauffage

Le chauffage de la BA 278 est assuré par une **chaufferie centrale alimentée au gaz de ville**.

3.2.5 Le restaurant

Le restaurant Louis Mouthier est alimenté par une **citerne de gaz dédiée**.

3.2.6 Les risques liés aux incendies

Dans le domaine des risques liés aux incendies, la BA 278 **ne dispose pas d'unité de sécurité incendie et sauvetage (ESIS)**. L'instruction du personnel affecté au site et la vérification des moyens de sécurité sont assurés par un préventionniste incendie du bureau prévention environnement incendie (BPEI).

Dès lors, le titulaire fait appel au service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de l'Ain pour toute intervention dans ce domaine.

3.2.7 Les zones très sensibles

La BA 278 comprend des emplacements dans lesquels des **atmosphères explosives peuvent se présenter**. Ces emplacements sont signalés réglementairement.

La liste des locaux concernés est consultable sur site. **Le titulaire n'a pas à intervenir dans ces zones**. Sa zone d'action se limite à établir des périmètres de sécurité en coordination avec le Commandement de la BA 278.

3.2.8 L'assistance à personne en danger

Dans le cadre de l'assistance à personne hors heures ouvrables, le titulaire fait appel au **SAMU**.

3.2.9 La protection de l'environnement

Dans le domaine de la protection de l'environnement, l'AIA-AB **dispose d'un système de management environnemental certifié « ISO 14001 »**.

L'établissement a, dans ses priorités, la maîtrise des effets sur l'environnement des activités réalisées sur le site.

La politique environnementale est communiquée aux entreprises œuvrant sur le site.

Les procédures « environnement » concernant l'activité peuvent être consultées sur site.

3.2.10 L'intervention sur l'infrastructure

Pour toute intervention d'infrastructure sur le site, le titulaire prend les dispositions pour respecter les **exigences relatives à la maîtrise des aspects environnementaux** ainsi que celles relatives à la sécurité et à la santé au travail (SST), liées aux prestations du présent marché, lesquelles seront précisées dans le plan de prévention à établir dans le cadre de la coordination de la sécurité selon l'instruction n°300611/DEF/DFP/PER/5 du 16/03/1998.

Pour toutes opérations nécessaires à la mise en œuvre de moyens permettant au titulaire d'assurer ses prestations, un **recensement des travaux ou mise en œuvre de système** est effectué avec le chef de la division prévention environnement et incendie afin **d'identifier les risques** environnementaux encourus, les impacts possibles des travaux sur l'environnement

et les infrastructures en place, les mesures à prendre pour les supprimer ou les réduire dans le respect des règles en vigueur ainsi que pour **tout évènement pouvant avoir une incidence sur la SST** :

- **en matière de bruit** : pour ne pas dépasser le niveau limite de bruit et les émergences autorisées en limite de propriété
- **en matière de déchets** : (sauf cas exceptionnel et précisé), le titulaire est responsable de la production et de l'évacuation des déchets issus de son intervention à l'extérieur de l'établissement selon la filière d'élimination adaptée et réglementée. Selon la nature des déchets, il doit transmettre une copie du bon d'enlèvement et/ou du bordereau de suivi des déchets dangereux au BPEI
- **en matière de gestion de l'eau** : le titulaire doit veiller, au niveau de l'utilisation à réduire sa consommation, et au niveau des rejets à s'informer du lieu et du mode de rejet autorisé. Les consignes définies par le pilote de processus « eau » doivent être respectées
- **en matière d'économie d'énergie** : le titulaire doit veiller aux pratiques d'économie d'énergie en vigueur dans l'établissement
- **dans le cadre de la fourniture d'équipement** : l'équipement doit favoriser la maîtrise de la consommation d'énergie et la limitation de la consommation en matières premières. Il doit permettre de limiter la production de déchets notamment en favorisant le recyclage, le réemploi ou la valorisation
- **au titre des opérations de sécurité** : le personnel doit pouvoir disposer d'équipements leur permettant d'assurer leur prestation en toute sécurité sans que le chef d'emprise soit tenu pour responsable

ARTICLE 4. LES PRESTATIONS FORFAITAIRES

Les prestations forfaitaires attendues dans le présent accord-cadre sont les suivantes :

1. la **filière surveillance** qui comprend :

a. l'accueil et le contrôle des accès :

- accueil sécuritaire des résidents
- accueil sécuritaire des visiteurs
- contrôle et livraisons/coursiers

b. le filtrage :

- filtrage des résidents
- filtrage des visiteurs
- filtrage des véhicules

c. le gardiennage

2. la **filière vidéosurveillance (pas de télésurveillance) – contrôle vidéo sur site**
3. la **filière prévention de l'incendie**
4. l'**intervention en cas d'alerte**

Les opérations de contrôle menées par le personnel sont effectuées sans arme mais en liaison étroite avec l'autorité militaire

4.1 La filière surveillance (accueil, contrôle des accès, filtrage et gardiennage)

4.1.1 La description des missions attendues pour l'accueil

Les prestations définies ci-dessous complètent le CCTP commun (Cf. article 4.1.1).

4.1.1.1 Les missions d'accueil et de contrôle des résidents, des visiteurs, des véhicules et des livreurs/coursiers

Les missions :

- garder une liaison avec l'autorité militaire pour valider les autorisations d'accès lors d'un éventuel second contrôle, conformément aux consignes locales
- le titulaire doit dûment faire remplir le formulaire pour les livraisons « protocole de sécurité - chargement/déchargement » qui doit être remis au **Bureau Prévention Maîtrise des Risques Incendie Environnement (BPMRIE)** et à la **Division Prévention Environnement Incendie (DPEI)**.
- renseigner tout autre document nécessaires à l'accès à la base

Pour permettre une fluidité dans l'accueil et sans déroger aux règles de sécurité du site, le titulaire s'engage à prendre en charge les personnes se présentant au poste dans un **délai maximum de 10 minutes/personne** (heures de pointes comprises).

Les documents :

Un document informatif détaillé est affiché à l'accueil, donnant les horaires d'ouverture et de fermeture, ainsi que les numéros de téléphone utiles.

Cependant à tout moment, ces informations sont disponibles par l'intermédiaire du service de permanence de la semaine de la BA 278, joignable H24.

Ce document doit être élaboré conjointement entre le titulaire du marché, le BCSP (CSB / CSI) et le Bureau de Prévention et Environnement Incendie (BPEI).

L'autorité militaire et notamment la BGAE ainsi que la CSB réalisent un contrôle formalisé continu du travail effectué par les agents du titulaire qui ont une obligation de résultat sous peine de pénalités financières.

En cas de défaillance dans l'atteinte des objectifs précités, les procédures prévues au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) sont mises en œuvre (constat, moyens, réfections et/ou pénalités).

4.1.1.2 Les horaires et le flux pour la fonction accueil

Pour l'accueil :

Le titulaire assure la fonction d'accueil tous les jours ouvrés, aux horaires spécifiés par la BA 278, à savoir :

-de 7h30 à 17h30 du lundi au jeudi

-de 7h30 à 15h30 le vendredi (sauf exceptions particulières).

En dehors de ces horaires le service de permanence de la BA 278 reprend la mission d'accueil à sa charge.

Hors jours ouvrés la fonction accueil n'est pas requise.

Toutefois, le titulaire du marché doit permettre au service de permanence de la BA 278 de reprendre cette mission à sa charge.

À ce titre, le titulaire doit maintenir une liaison avec ce service afin de lui permettre d'assurer la continuité de cette fonction.

Les flux :

Flux moyens quotidiens : 80 à 100 personnes

Flux moyens aux heures de pointe : environ 50 personnes

4.1.1.3 L'accompagnement des visiteurs ou des livreurs/coursiers

Les livreurs ou visiteurs munis d'un laissez-passer visiteur doivent être accompagnés **(accompagnateur véhiculé par le titulaire)** de la salle d'attente de l'accueil jusqu'au point de déchargement et lors du retour, jusqu'à la sortie de la BA 278.

Horaires : du lundi au vendredi de 8h à 17h

En aucun cas, l'agent participe au chargement ou au déchargement du matériel.

Dans le cadre de circonstances particulières définies par le commandement local, il pourra être demandé à l'accompagnateur de rester auprès du livreur durant toute l'opération.

4.1.2 Les missions attendues pour le contrôle d'accès

Les opérations principales à la charge du titulaire sont les suivantes :

- s'assurer de l'authenticité et de la validité du laissez-passer personnel ou de la carte CIMS et/ou véhicule par les personnes se présentant à l'entrée de la BA 278
- autoriser l'accès en ouvrant les barrières et/ou les portails en respectant le mode SAS
- refuser l'accès et orienter si besoin les personnes non munies d'autorisation d'accès vers le service accueil
- contrôler visuellement la présence éventuelle d'occupants dissimulés dans les véhicules

- assurer l'ouverture, le contrôle d'accès et la fermeture des entrées secondaires de la BA 278 selon les horaires spécifiques précisés ponctuellement à la demande
- surveiller les abords de l'accès afin de pouvoir rendre compte dans les meilleurs délais à l'autorité militaire via l'OPC ainsi qu'à la BGA), de tout événement anormal (attroupement, tentative d'intrusion, comportement suspect aux abords de la BA 278, refus de se soumettre au contrôle, etc.).

Le poste de sécurité du personnel du titulaire chargé de ces missions se situe à l'entrée principale de la BA278.

4.1.2.1 Les horaires, le flux et les accès pour la fonction contrôle des accès

Pour la fonction des contrôle d'accès :

Les heures de pointes sont les suivantes :

- de 07h00 à 8h15 du lundi au vendredi
- de 16h00 à 17h15 du lundi au jeudi
- de 14h00 à 15h15 les vendredis.

Accès principal :

- Flux moyens quotidiens : 400 véhicules et 40 piétons.
- Flux moyen aux heures de pointes : 350 véhicules et 70 piétons matin et soir.
- Flux moyens les jours particuliers : non déterminé (prise de commandement, JPO, meeting).

Accès secondaires :

- Flux quotidiens : non dimensionné mais peuvent être équivalents à ceux déterminés pour l'accès principal.
- Flux aux heures de pointe : non dimensionné mais peuvent être équivalents à ceux déterminés pour l'accès principal.

4.1.2.2 Le régime de fonctionnement du site

La fonction contrôle d'accès est **activée 24h/24 et 7 jours/7**, avec une présence effective au poste de filtrage de l'entrée base de **06h00 à 00h00**.

En dehors de ce créneau, le filtrage est assuré via le Poste Central de Sécurité (PCS).

En cas de présentation d'un personnel au portail du site, un déplacement d'un personnel du poste central de sécurité sera systématique effectué pour assurer les opérations suivantes :

- vérification des droits d'accès
- ouverture des portails

Horaires de vacation des personnels du contrôle d'accès en place actuellement :

- 06h00 - 15h00
- 15h00 - 00h00

! En cas de nécessité (Situation de vigilance particulière, gîte étape, groupe d'intervention cynophile de la gendarmerie nationale ...), le personnel de surveillance peut être sollicité entre 00h00 et 06h00 pour effectuer le contrôle d'accès (entrée) ou permettre au personnel de sortir de l'enceinte **!**

Le préavis sera transmis à la société via le BCSP (CSI / CSB) ou le commandement base excepté pour le GIC qui contacte directement le PCS.

Si l'entrée principale est neutralisée, la fonction doit être active (avec présence effective) de 06h00 à 00h00.

4.1.2.2.1 Les différentes zones

Portails zone technique :

Jours ouvrés (du lundi au vendredi inclus) : ouverture des portails de la zone technique pour 06h00 et fermeture pour 20h00.

Hors jours ouvrés (samedi et dimanche) ou heures non ouvrées (HNO) : ouverture à la demande du service de permanence commandement ou des gendarmes du GIC.

En fonction des besoins ces horaires seront susceptibles d'aménagement.

Portail des sports :

Jours ouvrés (du lundi au vendredi inclus) : ouverture du portail à 06h00 et fermeture pour 20h00.

Les horaires d'ouverture et de fermeture peuvent changer sur demande de l'autorité militaire.

Hors jours ouvrés (samedi et dimanche) ou heures non ouvrées (HNO) : à la demande du service de permanence commandement.

Portail Aéroclub :

L'ouverture et la fermeture du portail de l'aéroclub se font suite accord de l'OPC, sur demande d'un membre de l'aéroclub habilité par le CSB (la liste est transmise au titulaire et à l'OPC).

Cette opération sera réalisée également en fonction des impératifs sur la plateforme connus par l'OPC, le commandant du GAA ou le commandement.

Le portail doit être fermé sauf présence d'un référent de l'aéroclub garantissant les entrées sorties en zone aéronautiques.

4.1.2.2.2 Effectif demandé a minima dans le nouveau besoin

Les prestations d'accueil, de contrôle d'accès et de filtrage sont réalisées **a minima par 2 agents de sécurité (ADS).**

4.2 Le gardiennage (surveillance)

Le titulaire assure le gardiennage **sans arme** et doit disposer de moyens et de formation à leur emploi :

- pour appréhender un individu (code procédure pénale article 73) et le maîtriser en attendant l'arrivée de renforts et de la BGA
- de transmission avec le PCS

4.2.1 Les rondes et patrouilles

Pour l'exécution des rondes et des patrouilles, le titulaire doit pouvoir :

- réaliser des patrouilles de surveillance et des rondes de contrôle constituées **au minimum d'un binôme**, orientées plus particulièrement vers les points névralgiques de la BA 278 et d'une **durée cumulée d'au moins 15 heures effectives** sur le terrain dont les deux tiers (10 heures) entre **19h00 et 07h00 les jours ouvrables et 20 heures** dont la **moitié de 07h00 à 19h00** les jours non ouvrables :

- trois rondes périphériques, une au lever du jour, en vue de détecter toute altération dans la clôture de la BA 278, une avant la tombée de la nuit et une en milieu de la nuit
- une ronde aux abords immédiats des points névralgiques en dehors des heures ouvrables, zones closes et dépourvues d'occupant, en vue de signaler toutes anomalies telles que portes ou fenêtres ouvertes, lumière laissée allumée et tout autre fait suspect
- des rondes et patrouilles de jour et de nuit pour dissuader et détecter les intrusions éventuelles
- réaliser 2 opérations « coup de poing » contrôle de laissez-passer par jour en heure ouvrables
- rester joignable en permanence par le PCS

- mettre en place des systèmes fiables de suivi et de contrôle de l'exécution des rondes sans système relié au GPS

- réaliser des missions ponctuelles de sûreté demandées (ouverture ponctuelle de portails lors de visites, de manifestations particulières, d'interventions ou sur demande de l'autorité militaire, etc.)

- assurer des interventions particulières, dont l'assistance à la personne

Dans certaines circonstances, les levées de doute en zone technico opérationnelle s'effectueront avec impérativement les éléments de protection.

4.2.2 Le régime de fonctionnement du gardiennage

Les éléments souhaités pour le nouveau marché sont les suivants :

La prestation de gardiennage est assurée **7 jours sur 7 et 24 heures sur 24**.

Les prestations de gardiennage sont réalisées a minima par 5 agents de sécurité (3 SSIAP 1 + 2 SSIAP 2, étant également ADS).

Pour information

Moyens humains actuels et souhaité pour le nouveau marché

- 1 coordinateur de site (08h00 – 17h30)
- 1 agent d'accueil (07h30 – 17h30 du lundi au jeudi, 07h30 – 15h30 le vendredi)
- 2 agents de contrôle d'accès (06h00 – 15h00 et 15h00 – 00h00)
- 2 vacations (07h00 19h00 et 19h00 – 07h00)
- 1 chef de poste
- 1 chef d'équipe
- 3 équipiers

Le titulaire ne pourra en aucun cas mutualiser les fonctions de chef d'équipe et chef de poste et la fonction de chef de poste et de coordinateur.

Pour information :

Dispositif actuel mis en place par le titulaire :

- 90 pointeaux positionnés sur le site
- 21 rondes d'une durée de 30 minutes à 2h30
- Vacation de 7h à 19h : 5h30 de rondes effectuées
- Vacation de 19h à 7h : 5h30 de rondes effectuées

En fonction des dysfonctionnements des systèmes incendie, intrusion et vidéo, des rondes supplémentaires sont effectuées à titre gracieux sur une période de 3 jours (WE) le temps qu'un dépannage soit déclenché.

4.3 Filière vidéosurveillance

Le présent accord-cadre ne fait pas l'objet d'une télésurveillance mais d'une **vidéosurveillance**.

4.3.1 Description des missions

La fonction de surveillance dévolue au titulaire prend en référence le Code de la sécurité intérieure – Livre VI – titre 1er, ainsi que différentes lois, textes, décrets et ordonnances réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fond.

Pour assurer cette fonction, il est demandé au titulaire :

- d'armer en permanence sur le site un poste central de sécurité (**24H/24 et 7J/7**) en capacité de recevoir tous les comptes rendus d'événement intéressant la sécurité de la BA 278 ainsi que les aboutissants des différentes alarmes de détection implantées sur le site.

Le poste central de sécurité et ces pièces annexes pourront être occupés et utilisés (de façon partagée ou exclusive) par le personnel du client dédié à la sécurité du site sans préavis en fonction des mesures sécuritaires utiles

- de mettre en œuvre un dispositif dynamique de surveillance, placé sous la direction du poste central de sécurité, en mesure d'intervenir en tout point de la BA 278 **en moins de 10 minutes** pour effectuer un lever de doute et d'agir conformément aux consignes locales en liaison avec l'autorité compétente ;
- d'avoir une capacité de pouvoir se rendre rapidement sur tout lieu où se produit un événement (zone aéronautique, zone technico-ops, zone vie) dans le cadre de leurs attributions, quelles que soient les conditions météorologiques (pluie, neige, verglas) sur tout type de terrain (zone goudronnée, zone tactique, zone en dévers).

Le personnel effectuant des missions de nuit dans le cadre de la surveillance doit **être équipé de lampes et de dispositifs de vision** nocturne adaptés à la mission.

Au titre de la surveillance de la BA 278, les opérations à la charge du titulaire sont les suivantes :

4.3.1.1 Poste central de sécurité (PCS)

- Tenir une permanence éveillée **24h/24h et 7 jours/7** au PCS, assurée par le chef de poste, en charge de coordonner et de diriger la manœuvre de surveillance sur le terrain.
- Rendre compte, dans les plus brefs délais, à l'autorité militaire de tout événement particulier.
- Présenter aux autorités militaires (chef BCSP ou commandement base), à tout moment ou sur demande, le suivi chronologique des événements des 30 derniers jours.

4.3.1.2 Surveillance et détection

Il est demandé au prestataire de mettre en œuvre le dispositif existant afin de répondre aux fonctionnalités suivantes :

- mise en œuvre des moyens de vidéosurveillance opérationnels (**de jour comme de nuit**) couvrant l'accès principal de la BA 278, la zone parking avion ainsi que les zones actuellement pourvues par le système existant (**avec enregistrement d'images sur 7 jours** (en respectant la réglementation en vigueur) avec une mise en œuvre manuelle et automatique (type mode patrouille).
- compenser les défaillances des systèmes de détection et de surveillance **au plus tard 24 heures après la découverte des anomalies**, par des moyens matériels ou organisationnels et ce jusqu'à ce que le matériel soit remis en état, et sans incidence financière sur la prestation dans le cas où la défaillance viendrait d'une mauvaise manipulation du prestataire ;
- **contrôler mensuellement** (entre le 01 et le 08 de chaque mois) le bon fonctionnement des **alarmes de détection d'intrusion** implantées sur la BA 278 et **toutes les semaines** le bon fonctionnement du **système de sécurité incendie** dont les dépôts sont situés au niveau du PCS afin de répondre aux objectifs assignés avec une garantie optimale de fonctionnement.

4.3.1.3 Système d'alarme anti intrusion

Pour information, description du système existant sous réserve d'évolution :

Nombre global de bâtiments sous alarme : 20.

Logiciel de supervision et d'intrusion de marque « Saratec » et de type « WINSUP V », clavier de marque « Aritech » et de type « Advisor Master » au poste central de sécurité. Le logiciel de marque « Aritech » et de type « Titan » au niveau de la CSB.

Moyens de détection actuels :

Pour information :

Contacteurs de portes, détecteurs volumétriques, pédales et coups de poing sont **testés mensuellement par le titulaire**.

Système de vidéosurveillance actuel

Le titulaire utilise actuellement 16 caméras fixes (Couleur jour / I.R nuit), 2 dômes « thermiques » (Couleur + thermique) et « jour » et 4 dômes « jour ».

Les écrans de surveillance et l'enregistreur numérique sont situés au poste central de sécurité.

Le système de vidéosurveillance est soutenu l'antenne USID sur site.

Dans le cadre de l'intervention, le titulaire doit systématiquement alerter l'OPC et pouvoir :

- envoyer immédiatement une équipe de sécurité sur les lieux (minimum deux personnes), devant arriver en tout point de la BA 278 dans un **délai maximum de 10 minutes** à chaque déclenchement d'alarme ou pour toute demande d'intervention afin :

- de faire une levée de doute

- d'intervenir en cas d'incident avéré ou après avoir déclenché l'alerte, avec les moyens mis à disposition et dans la limite de ses compétences. Suivant la gravité de l'incident ou de l'accident, il sera fait appel aux secours extérieurs (SDIS, SAMU...)

- déclencher l'alerte auprès des renforts qui seront précisés par l'autorité militaire (permanence militaire, gendarmerie de l'air, etc.) en cas de difficulté ou de menace avérée ou imminente

- intercepter tout intrus signalé ou repéré sur le site, en liaison avec l'OPC, la BGA ou/et les forces de l'ordre locales et territorialement compétentes dans la mesure du possible, conformément au cadre législatif en vigueur (et notamment les articles 413-5 et 413-7 du code pénal)

La levée de doute consiste en un ensemble de vérifications de la matérialité et de la concordance des indices laissant présumer la commission d'un crime ou délit flagrant dans l'enceinte concernée.

4.3.1.4 Interventions particulières

Alarme détection émanation gaz à l'atelier ENC

- ✓ **24h/24** : levée de doute dans un **délai inférieur à 10 minutes** (le personnel du titulaire n'est pas autorisé à pénétrer dans l'atelier)
- ✓ Compte rendu à l'autorité militaire via l'OPC dans **un délai de 5 minutes**, évacuation du bâtiment, mise en place d'un périmètre de sécurité.

Crash avion

- ✓ 1ère intervention dans un **délai de 10 minutes**, mise en place d'un périmètre de sécurité
- ✓ Appel du SDIS voire de la 71ème antenne médicale en cas d'urgence, appel de la BGA, compte rendu à l'autorité militaire via l'OPC, accueil de l'équipe d'intervention à l'entrée de la BA 278 et guidage jusqu'au lieu du crash.

Assistance à personnes

Résultat attendu

- ✓ Heures ouvrées porter assistance à personne en renfort du service médical qui assure le secours à victime de 1ère urgence
- ✓ Hors heures ouvrées :
 - ⇒ 1ère intervention dans les meilleurs délais
 - ⇒ Appel du SAMU si nécessaire et compte rendu à l'autorité militaire via l'OPC dans **un délai de 5 minutes**.

Alerte à la bombe, colis suspect

Le titulaire doit faire un compte rendu à l'autorité militaire via l'OPC dans un **délai de 5 minutes**, procéder à l'évacuation des bâtiments, mettre en place un périmètre de sécurité.

Manifestations à l'entrée base

Le titulaire doit faire un compte rendu à l'autorité militaire via l'OPC dans un **délai de 5 minutes**, prévenir la BGA, procéder à la fermeture des accès de l'entrée base et soustraire aux potentiels manifestants tout objet pouvant être employé comme projectile, permettre le remplacement du personnel de filtrage par du personnel militaire, et activer sur ordre l'entrée secondaire.

Déversement accidentel

Lors d'un déversement accidentel et/ou de fuites de produits dangereux (produits chimiques, hydrocarbures, etc.), une intervention rapide doit être entreprise afin de limiter la propagation de liquides dangereux et éviter la pollution du milieu environnant.

Le titulaire doit faire un compte rendu à l'autorité militaire via l'OPC dans un **délai de 5 minutes**, mettre en place un périmètre de sécurité, appeler le chargé de prévention du BPEI qui orientera les premières dispositions en interne avant de faire éventuellement intervenir le SDIS et prévenir le responsable de la station d'épuration de Château Gaillard. En fonction de la

situation, le titulaire devra se tenir prêt à accueillir l'équipe d'intervention à l'entrée base, avec guidage jusqu'au lieu de déversement.

Les kits d'urgence prévus pour limiter la propagation de liquides dangereux sont mis en œuvre par le personnel de la BA 278.

Alarme secours maitre-chien

Des déclencheurs manuels sont installés au niveau du chenil et peuvent être utilisés en cas de problème par les maitres-chiens du GIC travaillants seuls dans les courettes.

En cas de déclenchement, le titulaire rend compte à l'autorité militaire via l'OPC, informe la 71ème antenne médicale, avise la BGA et effectue une 1ère intervention **dans les meilleurs délais**.

En cas de morsure grave, le titulaire fait appel à la 71ème antenne médicale voire au SAMU et au SDIS, la BGA alerte le CORG01 si le chien est en liberté.

Le titulaire procède ensuite à l'accueil de l'équipe d'intervention à l'entrée base, et la guide jusqu'au chenil.

Objectifs recherchés

- ⇒ Détecter les tentatives d'intrusion au niveau de la clôture périphérique base
- ⇒ Déceler toutes effractions sur les locaux
- ⇒ Surveiller par **au moins un binôme** les points névralgiques et particuliers.

L'organisation mise en place par le titulaire doit garantir :

- Une levée de doute et une intervention en tout point du site **en moins de 10 minutes**
- en cas d'événement nécessitant des moyens de renfort non disponibles sur le site, que l'alerte soit donnée auprès des services compétents **en moins de 5 minutes**.

Les systèmes de détection d'intrusion et la vidéo et de détection d'incendie étant soutenues par des sociétés différentes, le titulaire doit se rapprocher de l'autorité militaire via le BCSP (CSI / CSB) pour pouvoir signifier à l'antenne USID tout défaut de fonctionnement. En cas de dysfonctionnement hors heure ouvrable et sans possibilité d'intervention de ces sociétés, le titulaire prend toute disposition (organisationnelle ou technique) en accord avec l'autorité militaire via l'OPC pour assurer la protection requise.

En cas de défaillance du titulaire dans l'atteinte des objectifs précités, les procédures prévues dans le CCAP seront mises en œuvre.

4.4 Filière prévention de l'incendie

4.4.1 Description des missions

La BA 278 n'ayant aucune unité particulière compétente dans le domaine de l'intervention incendie, le prestataire doit assurer **24h/24** :

- la gestion d'un SSI (Système de Sécurité Incendie) de catégorie A

- la levée de doute sur le déclenchement d'alarme
- la diffusion de l'alerte vers le SDIS, la première intervention incendie ou assistance à personne en danger devant intervenir dans un **délai maximum de 10 minutes**
- l'accueil de l'équipe d'intervention, son accompagnement jusqu'au lieu du sinistre avec transmission des renseignements particuliers de l'incident
- un compte rendu à l'autorité militaire dans un délai **de 5 minutes**
- une **ronde 2h00** après la réintégration d'un permis feux

Pour information :

Système d'alarme sécurité incendie actuel

La supervision de marque « Saratec » de type « WINSUP V » associé à une centrale incendie de marque « Esser » et de type « IQ8 » sont au poste central de sécurité. Différents types de système de sécurité incendie sont installés sur la BA 278 et contrôlés hebdomadairement par le titulaire.

4.4.2 Régime de fonctionnement

La prestation de prévention de l'incendie est assurée 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24.

4.4.3 Effectif demandé a minima

Les prestations de prévention de l'incendie sont réalisées a minima par **5 agents de sécurité** (3 SSIAP1 et 2 SSIAP2 étant également ADS).

ARTICLE 5. LA FONCTION COORDINATION

Le titulaire désigne un coordinateur (et son suppléant) pour assurer la liaison entre les agents du titulaire et l'administration.

Le coordinateur ainsi que son suppléant doivent détenir une habilitation « SECRET », choix soumis à l'avis du commandant de la BA **et les droits pour un accès au réseau intradef.**

Le coordinateur (ou son suppléant) doit être présent sur le site, au minimum, tous les jours en heure ouvrée (du **lundi au jeudi de 08h00 à 17h30 et le vendredi de 08h00 à 15h30** selon des horaires qu'il appartient au titulaire, en liaison avec l'autorité militaire, de définir en fonction des objectifs fixés ou des besoins qui peuvent survenir sur la BA 278.

Un représentant du titulaire, responsable du contrat, doit pouvoir être joignable et pouvoir traiter toute situation susceptible de remettre en cause la bonne exécution des prestations, le cas échéant en venant sur le site.

Pour information, les horaires de travail du coordinateur en place actuellement sont :

08h00 /12h00 et 14h00/17h30 tous les jours ouvrés

08h00/11h00 et 13h00/15h30 le vendredi

5.1 Locaux

Les bureaux mis à disposition pour accueillir le coordinateur sont situés dans le bâtiment CG2. Les locaux sont meublés et le coordinateur dispose d'un ordinateur avec écran dédié à l'accès Intradef.

Les sanitaires existants dans le bâtiment sont à la disposition du personnel du titulaire.

5.2 Moyens de communication

L'autorité militaire met à la disposition du titulaire les moyens militaires existants intra site.

Concernant les communications extérieures, le titulaire a la possibilité de faire installer une ligne extérieure, à ses frais, ou devra équiper son personnel d'un moyen de communication adéquat. Les communications à l'extérieur du site par l'opérateur choisi sont financées par le titulaire du marché

ARTICLE 6. DOCUMENTS RELATIFS AUX PRESTATIONS

6.1 Fonction accueil, contrôle d'accès et filtrage

Chaque poste doit détenir, voire renseigner, au minimum, les documents suivants :

- un registre d'inscription des visiteurs fourni par l'administration (sous format numérique)
- un registre d'inscription des véhicules civils amenés, régulièrement ou périodiquement, à accéder au site (livreurs, entreprises, etc.) fourni par l'autorité militaire (sous format numérique)
- un cahier de consignes générales fourni par l'autorité militaire
- un cahier de consignes particulières spécifique au poste, fourni par le prestataire

L'autorité militaire prend à son compte les procédures relatives à la réglementation en vigueur, notamment vis-à-vis de la CNIL en ce qui concerne les fichiers nominatifs (Loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Le personnel du titulaire affecté à cette fonction a un annuaire papier et/ou format EXCEL des services présent sur le site à sa disposition. Cet annuaire est transmis par la cellule service intérieur.

6.2 Fonction gardiennage

Le titulaire doit détenir et renseigner le cas échéant, au minimum, les documents suivants :

- un cahier de consignes générales fourni par l'autorité militaire
- un cahier de consignes particulières spécifiques au poste, daté et tenu à jour, fourni par le titulaire
- deux mains courantes électroniques, fournies par le titulaire

- les différentes procédures rédigées par le titulaire, lesquelles feront l'objet d'améliorations constantes tout au long du marché, en concertation avec l'autorité militaire. Ces procédures resteront la propriété de l'administration à la fin du marché.

ARTICLE 7. LES MOYENS MIS EN PLACE PAR L'ADMINISTRATION

7.1 Les locaux

Pour la fonction accueil

Des locaux ad hoc situés à proximité immédiate de l'entrée base sont mis à la disposition du personnel du titulaire en charge d'assurer le service d'accueil.

Ceux-ci se situent au bâtiment LC2, côté sud. Les sanitaires existants dans le bâtiment sont à la disposition du personnel du titulaire.

Pour la fonction gardiennage

Implantés dans le bâtiment CG2, les locaux sont équipés de moyens de téléphonie interne, d'interphones, et sont câblés pour être raccordés aux réseaux informatiques interne (le titulaire n'a pas accès au réseau intranet défense et internet dans ce bâtiment).

Poste central de sécurité : 30 m²

Zones de repos : 80 m² comprenant salle de repos, vestiaires masculins (vestiaires féminins situés côté bureau coordinateur), sanitaires.

L'ensemble des locaux cités supra est mis à la disposition du titulaire. Le mobilier présent équipant ces locaux est fourni par la BA 278, à charge pour le titulaire de le remplacer en cas de dégradation ou de le compléter en fonction de ses besoins.

7.2 L'infrastructure

Les locaux suivants sont implantés dans le bâtiment CG2 :

- bureau coordinateur,
- poste central de sécurité,
- zone de repos,
- sanitaires et vestiaires.

Les locaux suivants sont implantés dans le bâtiment LC2 :

- local d'accueil,
- sanitaire.

Le poste de filtrage se situe à l'entrée de la BA 278.

Pour l'entrée principale : présent actuellement et susceptible d'évolution à court terme.

- 2 portails motorisés formant un « sas » doublés de 2 barrières pour les véhicules (en cas de panne, les portails sont à fermer et ouvrir manuellement par le titulaire lors de la désactivation et l'activation du poste de filtrage) ;
- 1 portail manuel pour les véhicules (ouvert le matin et le soir uniquement, excepté pour le passage de véhicules de dimensions importantes) ;
- 1 accès piétons avec système de filtrage automatisé (le logiciel actuellement en place est de marque « ALCEA » et de type « ALWIN »), de type « tourniquet » équipé d'un visiophone. Un portillon est prévu pour les personnes à mobilité réduite. La mise à jour de ce logiciel de contrôle d'accès est de la responsabilité de la Cellule sécurité base (CSB).

Pour l'entrée secondaire :

- un portail manuel.

Pour les sorties dites de secours :

- toutes sont équipées d'un portail manuel. Pour l'aéroclub :
- un portail manuel.

7.3 Moyens d'alarme (sommaire)

Coups de poing et pédale, téléphone et interphone avec le poste central de sécurité, ainsi que l'emploi de la vidéosurveillance.

7.4 Moyens de protection

Afin de garantir leur sécurité lors de l'arrivée le matin et de la sortie le soir des personnels du site ainsi que lors des rondes si besoin, le prestataire doit mettre à disposition de ses agents des gilets pare- balles.

Toute anomalie constatée sur l'infrastructure ou les matériel intégrés (portails, portillons, tourniquet, barrière, grillage) devra faire l'objet par le titulaire, d'un compte rendu immédiat à l'autorité militaire par l'intermédiaire du BCSP (CSI / CSB) avec en information la brigade de gendarmerie de l'air du site.

Anomalies ou dysfonctionnements non consécutifs à une mauvaise utilisation du titulaire

L'ensemble des infrastructures ou des matériels intégrés à l'infrastructure est entretenu par le SID sous couvert de l'antenne USID du site. Le titulaire procède à un compte rendu immédiat d'anomalies ou de dysfonctionnement à l'autorité militaire par l'intermédiaire du BCSP (CSI / CSB).

Le titulaire propose à l'autorité militaire les dispositions qu'il souhaite mettre en place afin d'assurer la pérennisation de la prestation en accord avec cette dernière.

Dans l'éventualité où l'autorité militaire jugerait les mesures insuffisantes, il pourra demander au titulaire un renforcement des dispositions.

Ces dispositions, si elle nécessite la mise en place de moyens supplémentaires de la part du titulaire, feront l'objet d'un devis pour acceptation.

Anomalie ou dysfonctionnement consécutifs à une mauvaise utilisation des matériels par le titulaire.

En cas de dégradation ou de dysfonctionnement des matériels intégrés à l'infrastructure (portail, portillon, barrière) relevant d'une faute du titulaire ; un compte rendu immédiat d'anomalies ou de dysfonctionnement sera dressé à l'autorité militaire par l'intermédiaire du CBSP (CSI / CSB) avec en information la brigade de gendarmerie de l'air du site.

Les réparations seront à la charge du titulaire, après accord du SID représentée par l'antenne USID du site, sans coût supplémentaire au titre du présent contrat, et devront être réalisées dans les délais les plus brefs.

Le titulaire prendra toutes les mesures palliatives, en conformité avec la sécurité du site, sans coût supplémentaire, pour permettre la bonne continuation de la prestation. Les mesures envisagées auront fait l'objet, auparavant d'une demande d'accord à l'autorité militaire par l'intermédiaire du CBSP

7.5 Matériels

Fonction accueil

Un mobilier de base, équipant ces locaux est mis à disposition par la BA 278. S'il est estimé insuffisant par le titulaire, ce dernier a la possibilité de s'équiper à ses frais afin d'atteindre les objectifs qui lui sont fixés.

Un poste informatique est mis à disposition du titulaire au niveau de l'accueil. Toute dégradation dument constatée, consécutive à une mauvaise manipulation (volontaire ou involontaire), une mauvaise utilisation ou inappropriée, entrainera de facto la facturation du montant des réparations ou éventuellement du remplacement du matériel selon sa valeur marchande.

La maintenance informatique de ce poste est à la charge de l'administration.

Un logiciel d'accès est actuellement en place et sujet à une prochaine évolution. Ce logiciel sera utilisé par le titulaire dans le cadre de la gestion des accès. Sa maintenance et son évolution seront à la charge de l'administration.

Les locaux ne sont pas équipés d'un accès internet.

Les données enregistrées seront sous un format compatible avec la suite bureautique de marque « Microsoft ou Open office », et restent « propriété » de l'Etat. Les supports de données restent propriété de l'armée de l'air.

L'administration fournit un poste informatique pour la fonction accueil. Les logiciels ALWIN/TITAN/WINSUP sont fournis par l'administration dont l'USID assure la maintenance. Ces logiciels doivent faire l'objet prochainement d'une évolution pour disposer d'une maintenance en cohérence avec les équipements.

Fonction gardiennage

Réseau téléphonique interne et poste TPH 700 prêté par l'administration.

Pour la réalisation de sa prestation, et après visite des installations et de la présentation des buts à atteindre, le titulaire a la possibilité :

- d'utiliser le matériel « Défense » déjà en place tel la borne de rechargement pour véhicule électrique (Borne de recharge pour véhicule électrique de marque « Schneider Electric Evlink » référence NCA 11130 230V , courant Max 16A, puissance 3kW). Actuellement la protection en amont du chargeur (disjoncteur) est un DT40A 30mA Si
- d'utiliser ses propres matériels. Dans ce cas, les coûts d'installation (électrique, voirie, infrastructure) et/ou de remplacement ou d'acquisition seront le fait du titulaire sans facturation complémentaire à la prestation.

Concernant le prêt de matériel, selon le § 2.8. de l'instruction n°300611/DEF/DFP/PER/5 du 16/03/1998 relative aux mesures de prévention concernant les travaux ou prestations de service effectués dans un organisme de la défense par une ou plusieurs entreprises extérieures, « La fourniture de matériels, d'outillage ou de produits par l'organisme utilisateur à une entreprise extérieure est interdite en dehors d'un cadre contractuel précis et, dans ce cas, à condition de prendre les précautions suivantes :

- le chef de l'organisme utilisateur et le chef de l'entreprise extérieure, ou leurs représentants, doivent vérifier en commun avant emploi de ces matériels, outillages ou produits qu'ils ont été contrôlés et qu'ils sont en bon état général de fonctionnement ou d'utilisation ;

- le chef de l'organisme utilisateur et le chef de l'entreprise extérieure ou leurs représentants doivent s'assurer que les salariés de cette entreprise extérieure connaissent le mode d'emploi, les précautions à prendre et les dangers potentiels des matériels, outillages et produits qui leur sont remis. Dans le cas contraire une formation appropriée sera dispensée, selon ses possibilités, par l'organisme utilisateur à l'entreprise extérieure ;
- les registres de contrôles obligatoires prévus par la réglementation doivent être consultés ;
- le matériel, outillage ou produit doit être confié à une personne qualifiée de l'entreprise extérieure et non aux salariés au travail ; cette personne remet en échange une attestation par laquelle elle reconnaît avoir reçu toutes informations ou mises en garde concernant ce qui lui a été confié.

Afin d'éviter tout litige concernant les responsabilités en cas d'emploi ultérieur de matériels, outillages ou produits prêtés, le chef de l'organisme utilisateur doit vérifier que ceux-ci sont restitués en bon état. »

7.6 Les services (repas, énergie, fluide, eau)

Repas :

L'intégrité et la permanence du dispositif de sécurité ne peuvent être assurées que par la présence constante du personnel du titulaire sur le site.

Les repas du personnel en service peuvent être pris soit dans la salle de repos mise à leur disposition soit au mess de la BA 278 pendant les heures d'ouverture.

Leur financement est à la charge du titulaire.

Conformément au règlement intérieur de l'organisme nourricier, le titulaire peut bénéficier de prestations de restauration, à titre onéreux et à charge du titulaire, selon les tarifs en vigueur du mess et selon les horaires suivants :

- petit déjeuner de 07h15 - 08h00 (08h15 – 08h45 week-end)
- déjeuner de 11h15 - 13h00 (12h30 le vendredi)
- dîner de 18h30 -19h30

En fonction des évènements, les horaires sont susceptibles d'évoluer.

Energie / fluide :

Tous les locaux mis à disposition sont actuellement alimentés par un réseau secouru à temps par la centrale électrique. Un groupe électrogène est en place côté sud du CG2 (démarrage sous la responsabilité de l'administration). L'électricité et le chauffage des locaux sont à la charge de l'administration.

L'eau sanitaire est distribuée par la BA 278. Elle est à la charge de l'Administration.

Les besoins énergétiques et d'eau sollicités pour la réalisation de la mission restent à la charge de l'administration (exemple rechargement véhicule électrique, lavage des véhicule) dans la limite d'une consommation raisonnable. Tout abus par les agents du titulaire, aboutira à une sanction et/ou à une interdiction d'utilisation. Le titulaire devra alors pallier à cette interdiction à ses frais.

ARTICLE 8. LES MOYENS A LA CHARGE DU TITULAIRE

8.1 Fonction gardiennage

Un équipement informatique doit être mis en place par le titulaire au poste central de sécurité pour le suivi des rondes et devra s'équiper d'un logiciel de main courante informatique. Un déport de la main courante électronique et du suivi des rondes est installé sur un terminal au profit du bureau coordination sécurité protection. La maintenance est assurée par le titulaire.

8.1.1 Communication

La téléphonie et l'internet sont à la charge du titulaire.

S'agissant des antennes relais éventuellement nécessaires au titulaire pour communiquer à l'intérieur de la BA 278, elles doivent être compatibles avec les fréquences autorisées par l'armée de l'air et agréées par l'Administration.

Le titulaire propose un lieu d'implantation après la visite obligatoire sur le site. L'installation, la fourniture de l'antenne relais et autres accessoires s'y rapportant ainsi que la maintenance, sont obligatoirement compris dans la redevance mensuelle figurant dans le bordereau de prix forfaitaire.

Il peut être utilisé :

- du matériel civil utilisant des fréquences civiles MAIS avec accord de l'administration, ou
- du matériel de la société dans la bande des 440Mhz, qui sera reprogrammé ensuite sur la fréquence (militaire) laquelle aura été accordée par le Centre National de Gestion des Fréquences (CNGF) à l'issue d'une demande des services de l'administration.

8.1.2 Informatique

Deux ordinateurs exclusivement dédiés « à la main courante » seront mis en place par le titulaire. Leur mise à jour et leur maintenance incombe au titulaire **dont un est au profit du bureau coordination sécurité protection**

Tout autre matériel informatique et/ou logiciel jugé nécessaire pour l'exécution de la prestation est à la charge du titulaire et sera compris dans la redevance mensuelle. Les données inscrites sur les disques durs restent propriété de l'Etat et ne pourront en aucun cas sortir de la BA278, à charge du titulaire de respecter ces consignes de sécurité.

Aucun équipement électroménager n'est fourni pour la salle de repos, à charge pour le titulaire de mettre en place l'équipement qu'il jugera utile.

8.2 Fonction incendie

La BA 278 ne fournit aucun matériel ou équipement particulier, le titulaire doit fournir le matériel nécessaire à cette activité (sacs de secours adapté).

ARTICLE 9 – QUALIFICATIONS ET FORMATIONS DU PERSONNEL

En complément de l'article 5.1 du CCTP commun, lors de la mise en place initiale d'un agent celui-ci doit effectuer des vacations en double en jour ouvrable à des fins de formation spécifique sur le site :

-2 vacations de 07h00 à 19h00 pour les agents de sécurité

-et 1 vacation de 19h00 à 07h00 pour les chefs d'équipe et les chefs de poste

Fonction exercée	Qualifications selon la mission
Coordinateur	SSIAP 2
Chef de poste central de sécurité	SSIAP 2
Chef d'équipe de sécurité	SSIAP 2
Agent de sécurité	SSIAP 1
Agent d'accueil	critères COMMUNS
Agent contrôle d'accès	critères COMMUNS

ARTICLE 10 – PRESTATIONS PONCTUELLES

Conformément à l'article 4.5 du CCTP commun, le site bénéficiaire pourra demander des prestations ponctuelles visant à renforcer le dispositif relatif à la sécurité du site ou lors d'évènements ponctuels (gala de fin d'année, visite d'autorité, journée portes ouvertes, etc.).

Ces prestations seront déclenchées par bons de commande.

Dans le cadre d'activités particulières, l'autorité militaire peut ponctuellement demander la présence d'un personnel à l'accueil les jours non ouvré (le week-end et jours fériés) **dans la limite de dix (10) jours par an**. Cette prestation ponctuelle fait l'objet d'un bon de commande distinct dans les conditions énoncées dans le CCAP.

Ponctuellement les entrées secondaires ou de secours pourront être activées sur demande de l'autorité militaire afin de faciliter les flux d'entrée et de sortie :

- pour l'accès d'entreprises extérieures (chantiers, etc.)
- en cas de neutralisation de l'accès principal, en flux entrant et sortant aux mêmes horaires et contraintes que l'accès principal
- en période normale, en complément de la sortie principale
- lors de convois exceptionnels accompagnés par les forces de sécurité intérieures.

ARTICLE 11 – CONSIGNES PARTICULIERES

11.2 Accès aux zones spécifiques

Le personnel du titulaire du marché ne peut pénétrer dans une zone nécessitant une habilitation particulière sans être accompagné d'une personne détenant l'habilitation correspondante, sauf pour porter assistance à personne ou pour intervenir sur un début d'incendie avéré selon des procédures définies localement (sauf zone ATEX7 ou aucune intervention ne sera réalisée). L'autorité militaire via l'OPC sera immédiatement prévenue

avant que le titulaire puisse accéder aux zones spécifiques sans accompagnement pour une intervention d'assistance à la personne ou un incendie.

11.3 Procédures de contrôle

En complément du paragraphe 7.5.1 du CCTP commun, le titulaire transmet à l'autorité militaire ses procédures de contrôle qualité ainsi qu'une synthèse trimestrielle.

Le respect des clauses contractuelles est contrôlé notamment selon les procédures détaillées ci-dessous :

- Fonction accueil

Liste non exhaustive des procédures de contrôle de la fonction accueil :

- la présentation, de la liste des entrées/sorties du personnel en transit sur la BA 278, les prises en compte des pièces d'identité des personnes ainsi que des documents autorisant les accès au site ;
- la vérification du temps d'attente des personnes se présentant aux guichets ;
- des enquêtes de satisfaction des clients et mesures mises en place pour prendre en compte les résultats de ces enquêtes ;
- le respect de la charte d'accueil définie par l'administration.

- Fonction contrôle d'accès

Liste non exhaustive des procédures de contrôle de la fonction contrôle d'accès :

- mesure de la longueur de la file de véhicules attendant pour pénétrer sur la BA 278 ;
- des tests effectués par du personnel accrédité par l'autorité militaire pour pénétrer sur la BA 278 sans les documents valides nécessaires, en se présentant aux accès du site ;
- une bonne application des consignes locales.

- Fonction gardiennage

Liste non exhaustive des procédures de contrôle de la fonction surveillance :

Poste central de sécurité

- L'autorité militaire contrôle de jour comme de nuit la présence effective de personnel éveillé au sein du poste central de sécurité ;
- Elle vérifie la connaissance et la bonne application des consignes locales.

Surveillance et détection

- L'autorité militaire peut à tout moment vérifier le bon fonctionnement des dispositifs de surveillance et de détection.

Equipe de levée de doute

L'autorité militaire peut vérifier à tout moment :

- la tenue des délais en mesurant le temps constaté entre l'événement déclenchant l'alerte (appel téléphonique ou déclenchement d'alarme) et l'arrivée effective sur les lieux de l'équipe ;
- le délai entre l'incident simulé ou constaté et l'appel effectif de l'élément d'intervention précisé par l'autorité militaire.

Rondes et patrouilles

L'autorité militaire peut vérifier la réalisation effective des rondes et patrouilles :

- par contrôle des registres et moyens matériels de contrôles mis en place par le prestataire ;
- par contrôle sur place de la présence du personnel.

ARTICLE 12 – TABLEAU RECAPITULATIF DES BESOINS RECURRENTS

LOT 1 : BA 278		
PRESTATIONS	PLAGE HORAIRE	NOMBRE D'AGENTS SOUHAITES
Accueil	Lundi au jeudi: 7h30 - 17h30 Vendredi: 7h30 - 15h30	1 ADS
Contrôle accès / Filtrage	6h - 0h00 7jrs/7	1 ADS
Gardiennage (dont rondes) Sécurité incendie Vidéo-surveillance	24h/24 7jrs/7	3 SSIAP 1 + 2 SSIAP 2 (les SSIAP doivent également être ADS)
Accompagnement (livraison + équipages sur site)	Lundi au vendredi 8h - 17h	
Coordinateur	Lundi au jeudi 08h-12h et 13h30-17h Vendredi 08h-12h et 13h30-15h	1 SSIAP 2 (le SSIAP doit également être ADS)
Nombre total d'agents souhaités		8 PAX